

Taxer les produits neufs, détaxer le travail de réparation !

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Dans ce pays nous marchons globalement sur la tête, et nous raisonnons à l'envers à peu près sur tous les sujets importants.

L'économie, n'est pas en reste, et c'est un grand foutoir. Le Général disait la chienlit, c'est même la grande chienlit.

L'une des raisons, et j'en parlais hier dans l'édito consacré à nos vedettes de l'Assemblée Nationale qui se font carabistouiller toute la journée par des lobbys, des associations et autres groupes de pression passés maîtres dans l'art de « raconter des histoires » (Story-telling) et dans celui de la mercatique (le marketing et l'art de la vente), sans même parler de corruption ou de PA, PA pour petits avantages

Bref, voici encore actuellement un exemple de ces forces à l'oeuvre.

Prenez deux grandes sociétés comme Le Bon Coin et la CAMIF. Ajoutez-y quelques bons attachés de presse aux honoraires sans doute confortables qui font le siège de l'Assemblée Nationale et nos « zaimables zinfraillibles zélus » qui se font mettre dans la tête de créer un avantage fiscal pour les achats d'occasion !

Ben, oui, pensez donc ma brave dame, acheter du Français (la Camif qui en fait son axe de vente) ou de l'occasion (le métier du Bon Coin) et vous obtenez une demande de 2 sociétés privées de créer une nouvelle niche fiscale. Vous pourriez ainsi déduire de vos impôts une partie des achats sur Le Bon Coin par exemple Merveilleux n'est pas ?

Merveilleux pour les profits du Bon Coin, ça c'est sûr.

Pour l'intérêt particulier on voit bien l'avantage.

Pour l'intérêt général c'est moins sûr

Taxer le neuf, et détaxer la réparation !

Il y a une proposition ou une approche assez simple pour essayer d'améliorer notre empreinte écologique, notre niveau d'emploi, et au bout du compte le bien-être dans la société.

Il s'agit de taxer fortement les produits neufs. Franchement de vous à moi payer mon aie-phone 1.200 euros ce qui est déjà considérable, ou 1.400 euros ne changera pas grand chose (il faudra attendre 3 mois de plus pour mettre plus de sous de côté), si ce n'est aux profits d'Apple.

Donc oui, il faut massivement augmenter la TVA sur tous les produits qui sont soit fabriqués loin

(TVA écologique) soit non indispensables (on épargne les produits alimentaires, les produits d'hygiène de base etc), et on taxe tous les e-bidules électroniques au sens large.

Cela doit s'accompagner d'une obligation à rendre tous ces produits réparables et de disponibilité de pièces détachées pendant 30 ans.

Il ne faut pas permettre d'acheter moins cher, mais rendre l'acte de réparer économiquement rentable !

Puis, on détaxe totalement le travail de tous ceux qui auront une activité de réparation !!

Combien de fois nous jetons à la poubelle des choses que nous ne pouvons pas réparer, ou plus grave, qu'il n'est pas rentable de réparer parce que l'achat neuf est moins coûteux que l'acte de réparer qui se décompose en « pièces détachées » et en « main d'oeuvre ». Le problème c'est évidemment dans l'acte de réparer, le coût du travail, comparé à l'achat neuf de bidules produits en masse en Chine

Ce sont des centaines de milliers d'emplois qui pourraient être facilement créés de cette façon et cela viendrait évidemment développer ce que l'on appelle l'économie circulaire.

Permettre de déduire de ses impôts les achats effectués sur Le Bon Coin est une ânerie sans nom, une gabegie fiscale, une honte démocratique ne serait-ce que d'y penser de cette façon-là est un non-sens économique.

Le problème ici n'est pas que quelques entreprises privées défendent des intérêts purement et spécifiquement particuliers. Mais que le système laisse la place à ce genre d'approches, et que la représentation nationale puisse finir par être sensible à ces actions de lobbying qui, à l'arrivée, finissent par nuire considérablement à l'intérêt collectif.

Les solutions existent, mais c'est tout qu'il faut revoir. Il faut revoir la fiscalité, la monnaie, les taux qui doivent être individualisés par secteur pour éviter la rigidité qu'impose un taux directeur unique, etc, etc Le problème c'est que dans un monde totalement interconnecté, où nous avons perdu volontairement toutes nos souverainetés, nous n'avons, plus aucun, levier de commande.

Il ne se passera donc rien.

Et nous assisterons impuissant à l'accélération du rythme des âneries jusqu'à l'effondrement aussi douloureux que salvateur.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Article écrit par Charles Sannat pour Insolentiae.